

Séance du 27 février 2024

DELIBERATION N° 2024-02-27-06

Objet : PRIME POUVOIR D'ACHAT

Nombre de membres en exercice : 62

Nombre de membres présents : 36

Nombre de pouvoirs : 2

Nombre de suffrages exprimés : 37

VOTES contre : 0 - Pour : 37

Date de convocation : 07 Février 2024

L'an deux mil vingt-quatre, le vingt-sept février à 14h15, le comité du Syndicat Départemental des Energies de la Creuse, légalement convoqué, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. MAVIGNER André, Président.

Etaient présents :

M. Roger BOURLIAUD
M. Bernard TOURAND
M. Gérard STEINER
M. Jean-Pierre BONNAUD
M. André MAVIGNER
M. Jean-Pierre DUGAY
M. Gérard CHAUFFREY
M. Jean-Paul LAMATIERE
M. Jacques MALIVERT
M. Sylvain DUQUEROIX
M. Camille CARCAT
M. Philippe GUETAT

M. Didier THEVENET
M. Gérard THOMAZON
M. Jacques BONNAUD
Mme Madeleine DUMOND
M. François CHATELAIN
M. Jean-Pierre VIGIER
M. Philippe LECAS
M. Franck ROUSSILLAT
M. Patrick BOURBIER
M. Christian ARNAUD
M. Jacques VELGHE
M. Pierre AUGER

M. Henri LECLERE
M. Julien CHEBANCE
M. Alain TEXIER
M. Alain MOUILLERAT
M. Éric DUMONT
M. Gilles GARRE
M. Jean-Pierre LAMOUREUX
M. Jean-Roland MATIGOT
M. Gérard CHAPUT
M. Patrick MARIE
M. Serge DURAND
M. Daniel DELPRATO

Etaient excusés :

M. David GRANGE
M. Fabrice BESSEIGE
Mme Bernadette MEANARD
M. Jean-Michel PAMIES
M. Michel COYARD
M. Alain BERTRAND
M. Jean DENEUBOURG
Mme Colette KHEMLICHE
M. Gilles LAMONTAGNE
M. Christian PARDANAUD
M. Christian DESGRANGES
M. Roland DESGRANGES

M. Didier LAMOUREUX
M. Thibaut MERIGONDE
M. Alain CAZALIS
M. Philippe LEFAURE
M. Olivier CAGNON
M. Christophe MOUTAUD
M. Jean-Luc MARTIAL
M. Jean-Paul BRIGNOLI
M. Bruno DALBY
M. Cyril DUCHATEAU
M. Etienne LEJEUNE
Mme Katy BOURLAUD

M. François PERREAUT
M. Cyril VIELMAS
M. Jean-Yves BERNARD
M. Stéphane DUCOURTIOUX
M. Serge FOURTON
M. Georges DESLOGES

Monsieur Jean DENEUBOURG a donné pouvoir à Monsieur Philippe GUETAT.
Monsieur Alain BERTRAND a donné pouvoir à Monsieur Jean-Pierre BONNAUD.
En présence du titulaire, Monsieur Alain TEXIER ne prend pas part au vote.

Monsieur le président rappelle aux membres du comité syndical que le décret n° 2023-1106 du 31 octobre 2023 permet aux organes délibérants d'une collectivité territoriale ou de ses établissements publics administratifs d'instituer pour certains agents publics une « prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire ».

Il appartient au comité de se prononcer sur l'institution et les montants de cette prime.

Vu l'avis du Comité Social Territorial (placé auprès du Centre de Gestion) en date du 07/12/2023

BÉNÉFICIAIRES

Le Président rappelle que la liste des bénéficiaires est déterminée par la réglementation. L'organe délibérant ne peut pas déroger à la liste des bénéficiaires ou fixer des critères d'attribution complémentaires.

Bénéficieront de cette prime, les agents territoriaux (fonctionnaires et contractuels de droit public) et les assistants maternels et assistants familiaux mentionnés à l'article L. 422-6 du Code de l'action sociale et des familles qui remplissent les conditions cumulatives suivantes :

- Avoir été nommés ou recrutés par une collectivité territoriale ou l'un de ses établissements publics à une date d'effet antérieure au 1^{er} janvier 2023 ;
- Être employés et rémunérés par une collectivité territoriale ou l'un de ses établissements publics au 30 juin 2023 ;
- Avoir perçu une rémunération brute inférieure ou égale à 39 000 euros au titre de la période courant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023.

Sont exclus du bénéfice de la prime :

- Les agents publics éligibles à la prime de partage de la valeur ;
- Les élèves et étudiants en formation en milieu professionnel ou en stage avec lesquels les collectivités territoriales et leurs établissements publics sont liés par une convention de stage dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L. 124-1 du code de l'éducation.

MONTANT

L'organe délibérant doit déterminer le montant de la prime dans la limite du plafond prévu, pour chaque niveau de rémunération, à l'article 5 du décret.

Le montant forfaitaire de la prime est déterminé comme suit :

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023	Montant brut maximum de la prime de pouvoir d'achat
Inférieure ou égale à 23 700 €	800 € (max 800 €)
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	700 € (max 700 €)
Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €	600 € (max 600 €)
Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €	500 € (max 500 €)
Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €	400 € (max 400 €)
Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €	350 € (max 350 €)
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €	300 € (max 300 €)

La rémunération brute perçue pendant la période de référence sera déterminée dans les conditions prévues aux articles 3 et 6 du décret n° 2023-1106 du 31 octobre 2023.

MODULATION SELON LE TEMPS DE TRAVAIL ET LA DURÉE D'EMPLOI

Le montant de la prime est réduit à proportion de la quotité de travail (temps non complet et temps partiel) et de la durée d'emploi sur la période courant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023.

ATTRIBUTION INDIVIDUELLE

La prime sera versée aux agents employés et rémunérés par *la collectivité/l'établissement* au 30 juin 2023 qui remplissent les conditions ci-dessus mentionnées.

L'attribution individuelle fera l'objet d'un arrêté individuel du Président du SDEC.

VERSEMENT ET CUMULS

La prime sera versée en une fraction avant le 30 juin 2024.

La prime est cumulable avec toutes les primes ou indemnités perçues par l'agent.

Le Président précise que les crédits suffisants seront prévus au budget de l'exercice.

Le comité syndical, après avoir entendu le Président dans ses explications est appelé à délibérer sur le principe et les montants de la « *prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire* » tels qu'exposés.

Après en avoir délibéré, le comité approuve à l'unanimité le principe et les montants de la « prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire » tels qu'exposés.

Pour extrait certifié conforme,
Le Président du Syndicat,
André MAVIGNER